



**ET LE CHANGEMENT... C'EST POUR QUAND ?
DANS L'ACTION POUR L'EMPLOI
PUBLIC ET NOS SALAIRES**



LE 9 OCTOBRE 2012 !

Le 9/10/2012, la CGT appelle à la mobilisation dans le cadre de la journée européenne pour la défense de l'industrie et de ses emplois. Les fonctionnaires et agents publics seront au côté des entreprises en lutte.

En effet, en amputant le budget de l'Etat de 30 milliards d'euros en 2013, le gouvernement choisit clairement la continuité avec la politique libérale de SARKO, MERKEL et PARISOT.

Il choisit l'austérité contre la relance par l'emploi, il choisit la baisse de la dépense publique contre la relance du pouvoir d'achat et le développement des services publics.

Ainsi ce sont toujours les salarié-e-s, les privé-e-s d'emploi, les fonctionnaires, les retraité-e-s et la jeunesse qui continuent de payer au prix fort les dégâts de la crise.

Dans la fonction publique, les agents attendent une réelle rupture avec la politique

CE NE SONT PAS LES SALARIÉS OU LES FONCTIONNAIRES QUI « COÛTENT » À LA SOCIÉTÉ...C'EST LA RÉMUNÉRATION DU CAPITAL !

Qui va payer la crise, quelles contraintes vont peser sur les politiques publiques dans les mois et les années qui viennent ? La CGT évalue à 172 milliards / an le total des aides sociales et exonérations fiscales dont bénéficient les entreprises: pour quels résultats? Le chômage vient de franchir la barre des trois millions...

Austérité ou pas, c'est bien entendu ce qui se joue aussi dans la bataille contre la ratification du nouveau Traité européen sur la Stabilité, la Coordination et la Gouvernance (TSCG). Avec la Confédération Européenne des Syndicats, la CGT réaffirme son opposition à la ratification de ce « pacte budgétaire européen » qui, sous le prétexte de la diminution des déficits, prétend plier toujours plus les politiques publiques aux impératifs de la Finance et soumettre les peuples à une austérité sans limites.

AUTANT DE RAISONS POUR ÊTRE DANS L'ACTION ET EXPRIMER NOS REVENDICATIONS

RDV MARSEILLE LE 9/10/2012 À 10H30 PLACE DE LA JOLIETTE

de casse de l'emploi et des missions menée sous Sarkozy.

LE GOUVERNEMENT DOIT REPONDRE AUX REVENDICATIONS !

Nous exigeons:

- des moyens pour les services publics,
- la résorption de la précarité,
- la fin du gel des rémunérations et le rattrapage du pouvoir d'achat,
- l'abrogation du jour de carence,
- la prise en compte des qualifications,
- le 8ème échelon pour la catégorie C,...
- Un bilan contradictoire de la RGPP et de la Réforme des administrations territoriales de l'Etat

Tout cela devrait attendre ?

Et la RGPP comme la réforme territoriale devraient se poursuivre comme avant ?